

LA MORT DE DLI MI : UN "ACCIDENT" POUR PREVENIR UN COUP D'ETAT¹⁾

Lorsque le roi Hassan II, monarque absolu du Maroc, fut informé que son unique général préparait un coup d'Etat il ne perdit guère de temps pour le réduire au silence, selon un officier d'un mouvement d'opposition clandestine interviewé par AFRICA NOW.

Le général Ahmed Dlimi, bras droit du roi et commandant des Forces Armées du Sud du pays, n'a pas trouvé la mort dans un "accident" de la route comme on l'a officiellement déclaré. Il a été torturé puis abattu après que la CIA ait informé le roi que Dlimi préparait un coup d'Etat militaire pour renverser la monarchie en juillet et pour la remplacer par une République Islamique Arabe Démocratique. Dans un lieu tenu secret en Suède, le lieutenant Ahmed Rami, un dirigeant du Mouvement des Officiers Libres, mouvement clandestin qui se propose de renverser le roi, a déclaré à notre journal que le général Dlimi a été appelé au Palais Royal de Marrakech le 24 janvier 1983 à 23 heures. Là, dix hommes de la sécurité l'ont conduit dans les sous-sols du Palais pour interrogatoire. A 1 heure du matin, deux officiers américains sont arrivés avec le roi et ont passé quelques heures dans la pièce. A 5 heures du matin, Dlimi fut exécuté. Son corps fut ensuite placé dans sa voiture qui explosa, en proche banlieue. Des grenades avaient, sans doute, été placées dans son véhicule antérieurement. La police encercla immédiatement l'endroit où se trouvait la Mercedes anti-balles de Dlimi et personne, pas même sa famille, n'eut l'autorisation de voir son corps. La presse marocaine a rapporté le témoignage d'un civil, Lhrizi, qui prétend avoir été dans la voiture de Dlimi au moment de l'accident. Mais on suspecte fortement Lhrizi, qui vit maintenant en clandestinité, de travailler pour la police secrète du roi (SSS = Special Security Service).

Ahmed Rami, condamné à mort au Maroc pour sa participation à la tentative du coup d'Etat d'août 1972, lorsque les Officiers Libres tentèrent sans succès d'abattre le "Boeing" transportant le roi, vit désormais en exil. Il est le contact, à l'étranger, pour le mouvement des officiers révolutionnaires. Rami explique: "Dlimi évitait tout contact direct avec les Officiers Libres au Maroc, mais il se déplaçait souvent à l'étranger et il était facile pour moi d'être son contact avec le Mouvement. Nous nous rencontrions environ deux fois par an, et plus l'année passée pour mettre au point les détails du coup de juillet. Nous ignorions que la CIA le surveillait et le dossier qu'elle remit au roi en janvier contenait une bande video-filmée montrant une rencontre entre Dlimi et moi-même à Stockholm, en décembre dernier. C'était suffisant pour que Dlimi soit éliminé."

Par ailleurs, le 1er janvier une société de New York spécialisée dans l'étude des risques relatifs aux investissements, le "Front and Sullivan", indiquait que le Maroc était un pays, à haut risque de violence et où augmentaient les perspectives d'un coup d'Etat. La firme invoquait notamment l'opposition à la corruption perceptible au sein du régime, les conséquences de l'engagement prolongé au Sahara, les problèmes économiques et la pauvreté croissante, pour indiquer que ces éléments renforçaient la probabilité d'une alternative militaire au régime du roi Hassan II. Pour la CIA, Dlimi favorisait l'aide française plutôt que celle des Etats-Unis et était de ce fait perçu comme un danger potentiel pour les intérêts américains dans la région. Des rumeurs prétendent que le roi a demandé à

1) Traduction de l'article publié en anglais par AFRICA NOW dans son numéro du mois de mars 1983.

Washington des Marines pour assurer sa protection. Les Américains exigent d'abord que le roi se débarrasse de ses proches collaborateurs qui sont favorables au maintien des relations plus étroites avec la France. Quoiqu'il en soit, le roi fut informé des intentions de Dlimi par la CIA, et la réaction de Hassan fut immédiate. Un grand nombre d'officiers supérieurs furent arrêtés le 17 janvier et 12 entre eux furent interrogés. Presque simultanément à la liquidation de Dlimi, trois colonels furent arrêtés puis exécutés. Il s'agit du commandant de la garde royale, le colonel Bouâra, de l'officier de la gendarmerie, le colonel Ouazani et du colonel Doukali. Le roi mis l'armée en état d'alerte les 25 et 26 janvier après que le Palais Royal eut annoncé la "mort horrible de Dlimi dans un accident de voiture". Selon un communiqué algérien plusieurs jeunes officiers algériens ont été arrêtés en Algérie le mois dernier en raison de prétendus contacts avec les Officiers Libres marocains. Curieusement, l'édition du 26 janvier du "New York Times" décrit le Maroc comme "le plus proche allié arabe", mais ne mentionne pas la mort du seul général du pays. Mi-février, la presse américaine ne mentionnait toujours pas de décès malgré de nombreux reportages sur ce fait en Europe. "Je suis un homme recherché, mort ou vif", affirme le lieutenant Rami. "La police de sécurité suédoise a déjà déjoué un complot pour m'enlever et il me faut être extrêmement méfiant des hommes du roi Hassan et encore plus des agents de la CIA." Interrogé sur le fait de savoir comment il connaissait ce qui s'était passé dans le Palais Royal, Rami a déclaré que "les yeux et les oreilles" de son groupe "étaient partout". Et bien sûr, "les communications entre disons Casablanca et Paris sont bien meilleures que celles entre Rabat et Casablanca".

Ahmed Rami, qui a grandi dans la campagne marocaine parmi la population berbère pauvre, est reconnu en Suède comme un intellectuel. Son avis est souvent demandé dans des débats dans la presse écrite et à la télévision sur les questions se rapportant au Moyen-Orient et aux relations afro-arabes. Parmi les intellectuels il est reconnu comme un politologue averti qui a notamment analysé de façon particulièrement pénétrante et clairvoyante le Nasserisme, sujet de sa thèse de doctorat. Ce qu'on a ignoré, c'est son rôle de révolutionnaire marocain, oeuvrant constamment pour la chute de la monarchie au Maroc. Lors de rencontres à Paris, Londres et Stockholm, l'an dernier, il prépara, avec le général Dlimi, les détails des plans pour le coup d'Etat, prévu pour le mois de juillet de cette année. Il devait entrer clandestinement au Maroc dans un avion militaire, une semaine avant la date prévue pour le coup, pour lui permettre de prendre le commandement d'un régiment de blindés et de s'emparer du quartier général des communications radios et du Palais Royal.

"A Stockholm, l'an dernier, nous avons commencé la rédaction du communiqué, qui devait être lu à la radio après la prise du pouvoir et de la Radio. Dlimi et moi devions nous revoir le mois dernier à Londres (en février 1983) où il devait accompagner le roi et une délégation de hauts-fonctionnaires arabes. Mais, alors, il a été découvert et assassiné." Le communiqué, déclare Rami à Africa Now, aurait eu, à peu près, cette teneur: "Au nom d'Allah, de nos martyrs et au nom du peuple, nous abolissons la monarchie et la tyrannie au Maroc et les remplaçons par la République Islamique Arabe Démocratique du Maroc. Le roi sera jugé pour ses crimes contre les droits de l'homme et contre notre peuple". "Nous n'agissons pas en tant que militaires, mais en tant que citoyens actifs. Nous savons qu'il n'y a pas de solution miracle pour résoudre les problèmes du pays. Ce sont les Marocains eux-mêmes qui résoudront les problèmes propres à chaque ville, à chaque quartier, à chaque entreprise et à chaque village." "Pour l'armée, sa loyauté sera désormais à la défense du peuple avec ses armes et non de protéger le roi. Auparavant ses armes servaient à protéger les tyrans et la corruption. Désormais, elles protégeront le peuple. Nous avons renversé le "grand" roi, mais nous n'ignorons pas qu'il y a des milliers de "petits"

tyrans-rois dispersés dans tout le pays et qui seront éliminés par les masses populaires."

"Le Mouvement des Officiers Libres décida d'agir après l'invasion israélienne au Liban. Nous ne pouvions plus attendre plus longtemps et rester sans agir alors qu'Israël continuait à humilier nos peuples frères et que Ronald Reagan faisait pression sur les dirigeants arabes traîtres afin de reconnaître Israël. Reconnaître Israël équivaut à légitimer le colonialisme et à éliminer le peuple palestinien ..." Une partie assez large du communiqué soulignait la nécessité de réaliser l'unité arabe pour mettre fin à Israël et à ses visées. Il annonçait également que le mouvement de Rami souhaitait coopérer avec les jeunes officiers des Armées algérienne et tunisienne pour renverser les régimes pourris et corrompus dans l'ensemble du Maghreb Arabe en vue de réinstaurer l'Islam dans la région. Des relations avaient déjà été établis pour renverser ces régimes d'Afrique du Nord et édifier une république islamique arabe, première étape vers la constitution d'une fédération dans le Monde Arabe comme premier pas vers l'unité arabe totale englobant l'ensemble de la patrie arabe puis l'ensemble du monde musulman. Unité politique qui ne veut pas dire centralisme administratif. Enfin, le communiqué insistait sur le fait que les Officiers Libres ne voulaient pas installer un régime militaire mais bien un gouvernement démocratique reconnu par toutes les forces politiques. La constitution garantirait légalement le respect de tous les partis et la liberté de presse. La peine de mort serait abolie et l'asile politique accordé à tout arabe fuyant la répression dans son pays."

Le lieutenant Rami a décidé de faire ces révélations, maintenant, pour contrer la thèse officielle selon laquelle Dlimi est mort fidèle à la monarchie. Le général Dlimi jouissait d'une grande popularité dans l'armée et surtout dans le Sud du pays. Le roi savait qu'une exécution officielle et sans procès de Dlimi l'aurait obligé à affronter l'opposition de l'armée. En outre, le roi Hassan voulait faire croire que Dlimi était mort au service de la monarchie. Hassan connaissait aussi l'énorme popularité de Dlimi parmi les officiers et s'attend sans doute à les voir suivre son exemple. Seul le groupe clandestin savait les intentions de Dlimi. Même si les officiers marocains connaissent bien les instincts de Hassan, sur les 150.000 hommes de l'Armée marocaine, peu savait que la vraie ambition de Dlimi était la fin du régime monarchique. Ils pourraient donc être ainsi abusés par la thèse officielle de l'accident. "C'est pour cela que je tiens à révéler que Dlimi, cet homme, chez qui grandeur et droiture s'unissaient, a constamment œuvré pour la chute de Hassan II", explique Rami. Le général Dlimi avait subi une "métamorphose". "Il avait reçu sa formation d'officier dans l'armée française et avait acquis le sens de la dignité et de fierté qui ont leurs racines dans la révolution française. Après l'Indépendance en 1956, il rentra au Maroc pour mettre sur pied l'Armée marocaine avec d'autres officiers. Pour beaucoup ce fut un choc de découvrir qu'en fait le roi voulait les utiliser comme force policière contre le peuple et comme esclaves au service d'une tyrannie pour terroriser le peuple marocain et garder le "statu quo" pourri." "Ceux qui comme Dlimi, furent admis dans l'entourage du roi n'ignorent plus sa corruption morale, ses liens avec les trafiquants de drogue et ses perversions sexuelles", estime Rami. "Le régime de Hassan n'est pas légitime et n'est pas représentatif. La volonté de Hassan diffère de celle du peuple. C'est un scandale qu'une telle personne puisse être, dans le Monde Arabe, "un chef d'Etat". Par ailleurs, Dlimi a vite perçu que la pratique d'une telle monarchie absolue était incompatible avec l'édification d'un gouvernement moderne et d'une nation islamique. La monarchie est un régime interdit par l'Islam et par le Coran. Hassan II est un athée." C'est ce qui a poussé Dlimi, foncièrement honnête et juste, à prendre une conscience révolutionnaire. Il m'avait dit qu'il estimait de son devoir de protéger le pays et le peuple et non pas un roi athée, corrompu et agent du sionisme et du néo-colonialisme." "Mais il n'avait pas les mains libres, le roi requérant

sa présence constante, fusse sur les terrains de golf où il ramassait ses balles", ajoute Rami. "Dlimi perdait son temps à courir derrière ce roi drogué et fou de son golf et de ses putains avec qui il passait tout son temps. Dlimi, avait une vision plus large que celle d'un simple nationaliste marocain. Avant le coup d'Etat de Boumedienne il rêvait d'un Maghreb Arabe uni dirigé par Ben Bella et comprenant l'Algérie, le Maroc et la Tunisie comme première étape vers l'unité arabe totale. Il est important pour les observateurs internationaux de situer la mort de Dlimi dans tout son contexte géopolitique et de comprendre pourquoi la CIA a, une fois encore, oeuvré et intervenu pour sauver et protéger ce régime qui est une base américaine dans la région. Le Maroc est stratégiquement important en Méditerranée, permettant aux Américains l'accès au détroit de Gibraltar. Le roi Hassan II est leur chien de garde dans cette région, surtout maintenant qu'ils ont perdu le Shah d'Iran. Le plan de "paix" de Reagan au Proche-Orient dépend du Trio Hassan II, Hussein et Fahd. On comprend, que Washington craint comme la peste tout changement à Rabat et redoute l'installation d'un régime anti-sioniste au Maroc. Pour Rami, et ses compagnons d'arme, la seule possibilité de changement est dans un coup d'Etat militaire. L'appareil répressif au Maroc est terroriste et si dur que très peu de personnes osent avoir une activité politique et les partis politiques (monarchistes) ne sont que tolérés. Manifester contre le régime au Maroc peut signifier la mort. Ahmed Rami s'est intéressé à la lutte révolutionnaire depuis le début des années 60. On parlait alors de Nasser qui en Egypte avait déposé un roi corrompu et procédé à des réformes agraires et abolit le régime féodal. "Je faisais partie de ces jeunes qui ont grandi dans la souffrance, l'injustice et la misère, sans possibilité de pouvoir exprimer son mécontentement d'une façon démocratique. Nasser nous a montré qu'il était possible d'instaurer la justice sociale et la démocratie économique. Le 23 mars 1965, je manifestais avec des chômeurs et des étudiants à Casablanca. La police a tiré laissant plus d'un millier de morts. "Nous avons alors pensé à d'autres voies et à d'autres moyens plus adéquats ou plus efficaces pour lutter contre un tel régime terroriste." "Beaucoup d'entre nous ont alors réalisé que la révolution au Maroc passait par l'armée et nous avons rejoint ainsi l'Académie militaire en 1966. L'opposition dans l'armée est aujourd'hui la meilleure structure souterraine de lutte contre le régime. Sous un régime fasciste et terroriste les "masses populaires" deviennent passives et la "force de frappe" politique d'un bataillon dans l'armée devient plus importante que celle d'un parti. C'est là que réside la plus forte menace contre le roi. Et il en est conscient!" Nous n'avons pas choisi notre voie ou nos moyens. Ils nous sont imposés dans l'absence de toute possibilité d'une lutte politique démocratique. Ahmed Rami s'exprimant couramment en berbère, en arabe et en français, étudiant brillant, fut une étoile dans l'Armée marocaine. Son ascension fut facilitée, en partie, par le général Gharbaoui, commandant de l'arme blindée marocaine, auquel il donnait des cours particuliers d'arabe. Ce général était un officier simple et passionné des seules bandes dessinées de "Micky". En remerciement, Gharbaoui nomma Rami commandant d'une unité de blindés (EBR) à Rabat et le fit admettre dans les cercles proches du roi Hassan. Il s'était, alors, déjà joint aux jeunes officiers qui projetaient le renversement du régime monarchique.

La première tentative pour renverser Hassan II eut lieu le 10 juillet 1971 jour d'anniversaire du roi, et fut conçue par le colonel Ababou et le général Madbouh, alors le plus proche conseiller militaire du roi. 1.400 cadets devaient prendre le Palais de Skhirat et éliminer le roi. Ce fut un échec. Les soldats avaient le même uniforme que les gardes du Palais et tous tiraient sur tous, Madbouh y laissant sa vie et le roi se réfugia dans les toilettes. C'est grâce aux "toilettes" comme cache et non au peuple ou à Dieu que Hassan est encore vivant aujourd'hui. Rami commente: "Ce fait est un symbole qui montre avec éloquence ce qui reste de la légitimité de ce régime agonisant." Un autre officier formé dans l'Armée française, le général Oufkir, devint alors ministre de la Défense. Il devient proche conseiller du roi. Mais comme Madbouh, il finit par haïr tout ce que le roi représentait, Rami lui ayant expliqué les sentiments des jeunes

officiers. Oufkir et Rami deviennent ainsi amis proches et Rami devient second du général ce qui faisait de lui en fait le ministre-adjoint de la Défense. D'autres plans contre Hassan s'échafaudaient alors. De retour de vacances en France, en vol, l'avion royal devait être abattu par des avions "Phantom" de l'Armée de l'Air. Trois appareils passèrent ainsi à l'attaque le 16 août 1972 alors que le général Oufkir était dans la tour de contrôle. Mais les avions étaient chargés, par erreur, de munitions d'exercice et leurs missiles n'étaient pas opérationnels. Quelques balles touchèrent l'avion royal et le pilote trompa les attaquants en annonçant que le roi avait été tué. Après un atterrissage forcé, le roi put trouver refuge à l'Ambassade de France. L'un des pilotes qui a vainement tenté d'entrer en collision avec le "Boeing" du roi avant de s'éjecter fut arrêté au sol et fut immédiatement interrogé sous la torture et parla du rôle du général Oufkir. Convoqué dans une des résidences royales, à Skhirat, Oufkir fut torturé puis tué. Officiellement, on annonça son "suicide". Mais Rami affirma: "J'ai vu son corps. Il portait des dizaines d'impacts de balles. Un coup de feu tiré derrière sa tête avait notamment crevé un oeil." C'est le commissaire Hassouni, spécialiste de la torture et des assassinats, qui a ramené le corps d'Oufkir à sa maison. Plusieurs officiers furent alors arrêtés. Rami savait qu'il allait également être arrêté, car le communiqué, qu'il avait préparé et enregistré pour être lu à la radio était dans la voiture d'Oufkir. Rami se réfugia dans l'Atlas parvenant à passer à travers les mailles d'une gigantesque chasse à l'homme. Trois membres des Officiers Libres passèrent à Gibraltar où ils demandèrent l'asile politique à la Grande-Bretagne. Ils furent livrés à Hassan par les Britanniques et publiquement passés par les armes de même que huit de leurs compagnons, le jour saint de l'Aïd Elkbir. L'exécution fut télévisée et montrée au pays. C'est ainsi dans les traditions de la famille régnante au Maroc, que les sultans "alaouites" fêtent les grandes fêtes en exécutant leurs ennemis. En montrant à la télévision les scènes des exécutions Hassan veut faire partager à son "peuple" sa joie royale. Après un an, en clandestinité passé à fuir sans cesse dans les montagnes de l'Atlas, Ahmed Rami quitta le Maroc. Le général Dlimi facilita sa fuite dans un avion militaire. "Je n'en ai encore jamais parlé avant, car je me devais de protéger Dlimi qui en fait épousait nos idées depuis 1971. J'arrivai en Algérie puis gagnai la Suède où j'obtins l'asile politique et décidai de poursuivre, en exil, mon combat contre la monarchie corrompue. Si Hassan veut diviser les résistants en opposants de "l'intérieur" et en opposants de "l'extérieur", il se trompe. L'opposition au régime fasciste de Hassan II est politique. Politiquement son régime est condamné et personne ne peut arrêter la marche de l'Histoire. Les différentes tentatives de l'armée contre Hassan ont subi, certes, un échec technique mais leurs effets politiques ont été un succès alors que pour le régime corrompu ce fut un échec et un fiasco politique total. Pendant un temps, le Mouvement des Officiers Libres fut paralysé après l'échec de cette seconde tentative ratée. Les espions du roi et la CIA étaient partout tentant de démanteler le réseau. Après quelques années, cependant, le Mouvement se regroupa et enregistra de nouveaux membres. Le général Dlimi devint le plus proche conseiller militaire du roi rétablissant en même temps le contact avec Rami et le Mouvement. Je suis le seul officier de l'organisation que Dlimi connaissait, donc sa seule liaison avec elle.

"Nous dans l'opposition, reconnaissons que le Maroc a été victime des visées impérialistes et néo-colonialistes", explique Rami. "C'est pourquoi nous avons longuement discuté de la politique extérieure à suivre par le pays si nous prenions le pouvoir. La guerre au Sahara nous semble absurde. Il s'agit, pour Chadli et Hassan, d'occuper l'esprit des citoyens avec un problème qui n'a pas de réalité. Le Sahara Occidental est pour nous partie intégrante du Maroc, mais ses habitants devront pouvoir librement se déterminer dans la future démocratie que nous envisageons. Le Sahara, la Mauritanie, Ceuta et Melilla sont une indivisible patrie qui font partie intégrante de la patrie arabe, comme l'Algérie. Nous espérons que le peuple du Sahara

souhaite nous rejoindre pour bâtir une plus grande unité arabe ainsi que le peuple mauritanien. La Mauritanie ne pourra vivre que dans sa place naturelle qui est l'unité avec le Maroc. Dlimi avait été chargé de contrôler, au jour le jour, le Sahara Occidental en tant que commandant de la zone sud. Dlimi a constaté que le soit disant "POLISARIO" n'est que des bandes de mercenaires à la solde du régime algérien pourri qui a trahi la Révolution algérienne et qui a hérité du colonialisme français ses rêves expansionnistes ridicules sans avoir hérité son intelligence. Quant au côté marocain, à cause de la faiblesse du régime de Hassan II et de sa corruption et sa décadence, Dlimi remarqua très tôt que le Maroc n'était pas en position favorable pour éliminer le "front Polisario". Dlimi nota encore une perte de morale de ses troupes qui essuierent de sérieux revers. En janvier, 15 attaques du "Polisario" occasionnèrent des pertes en hommes et en équipements. C'est le régime corrompu et pourri de Hassan II et de ses ancêtres qui est la cause de la scission de la Mauretanie et de la Guerre du Sahara. Dlimi constatait en même temps une vague de privations économiques dans son pays alors que 40 % du produit national allait à la campagne au Sahara. Hassan II, Boumedienne et Chadli ont entretenu cette hémorragie de "ni guerre ni paix" au Sahara pour occuper leurs armées absurdement. "Ces huit dernières années, le régime a dépensé plus pour son effort de guerre que pour la santé, l'éducation et le bien-être social. L'écart entre riches et pauvres s'est encore accru, 10 % des Marocains possédant 45 % de la richesse nationale. Les Maffias corrompues qui gouvernent le Maroc et l'Algérie agissent en grands bandits en détournant nos capitaux vers des comptes secrets en Europe." Rami estime: "Nous sommes à la veille de grands changements en Afrique du Nord, notamment après ce qui s'est passé au Liban. Nous les révolutionnaires islamistes pensons, unanimes, que ce n'est pas Israël qui est fort, mais ce sont les régimes arabes qui sont faibles. Les chefs d'Etats arabes, qui sont tous des tyrans et des dictateurs criminels, ont vendu leurs âmes aux grandes puissances pour les protéger de leurs peuples. "Comment pouvons-nous lutter contre le néo-colonialisme et le sionisme alors que nous sommes gouvernés par des traîtres et des fous. La lutte contre le sionisme et toutes les formes du néo-colonialisme et de l'impérialisme doit être menée sur deux fronts parallèles et complémentaires; le front intérieur, contre la dictature, les chefs d'Etat traîtres et agents du sionisme et le front de la lutte contre le danger extérieur représenté par le sionisme, Israël et les Etats-Unis. Le roi du Maroc est inféodé aux Etats-Unis qui soutiennent Israël. C'est une honte pour les Musulmans, à laquelle il faut mettre un terme et c'est ce qui rend notre lutte difficile. Etre gouverné par des traîtres et des agents du sionisme est pire que l'ancien colonialisme. "Les Marocains, inorganisés, et relativement démunis contre la répression du roi accueilliraient favorablement sa chute", soutient Rami. Les deux tentatives de coup d'Etat ont été bien accueillies par le peuple jusqu'à ce qu'il fut constaté avec regret qu'elles avaient finalement échouées.

Et qu'en est-il de l'avenir? Le Mouvement des Officiers Libres a subi un énorme choc avec la mort du général Ahmed Dlimi: "Une grande perte, mais notre idéal reste bien vivant;"

Ahmed Rami souligne que: "L'idéal, si nous avons à choisir, c'est une révolution populaire semblable à celle qui a renversé le Shah d'Iran! Le changement par un coup d'Etat militaire est la pire des solutions. Mais que faire devant la passivité des masses, la férocité de la répression policière et la gravité et l'urgence de nos problèmes locaux et arabes? Aucune voie ne doit être négligée. Dans les meilleurs des cas la solution "militaire" ne peut être qu'un premier pas pour désarmer la tyrannie et ouvrir la voie du changement par l'engagement du peuple. Rien n'est impossible. Une révolution populaire à l'iranienne est possible au Maroc aussi. Mais il ne faut attendre à ce qu'il vienne "toute cuite" d'elle même; il faut la préparer et la faire. C'est la seule voie logique. Mais

sommes-nous au Maroc sur cette voie? Ce qu'on peut constater, en tout cas, c'est qu'on tourne dans un cercle infernal vicieux dans un "jeu" conçu et réglé par Hassan II lui-même et dont les acteurs sont les soit-disant "partis politiques" hassanistes! Dictature - répression - tentative de révolte militaire - appel aux "partis politiques" aux élections pour camoufler le système et le replâtrer-des gens qui prennent le "jeu" au sérieux tombent dans le piège - répression - révoltes militaires, etc ... Devant ce "jeu" hassanien diabolique que faut-il faire? Rêver ou agir?"

اللَّهُمَّ اعْظِمْنَا الْقُدْرَةَ عَلَى أَنْ نُوَاجِهَ
 أَنْفُسَنَا وَنَقْبَلْ أَنْ يُوَاجِهَنَا الْآخَرُونَ بِالْحَقِّ
 وَالْعَدْلِ .. اللَّهُمَّ اعْظِمْنَا الْقُوَّةَ لِنَدِيرِكَ
 أَنْ الْخَائِفِينَ لَا يَصْنَعُونَ الْحُسْرَى
 وَالضُّعْفَاءَ لَا يَخْلُقُونَ الْكِرَامَةَ
 وَالْمُتَرَدِّدِينَ لَنْ تَقْوَى أَيْدِيهِمُ الْمُرْتَعِشَةَ
 عَلَى الْبِنَاءِ ..

جمال عبد الناصر

لقد كان أعظم الملاحم في تجربتنا
 الفكرية والروحية أننا لم نضرب
 في النظريات بحشائنا ..
 وإنما إنهمكنا في حياتنا ذاتها
 بحشائنا ..